

7C.1 Courriers et information sur la prise en compte du risque de submersion marine





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

18 FEV. 2011

+

**Direction départementale des
territoires et de la mer**

Délégation à la mer et au littoral

**Pôle ingénierie littorale
et maritime**

Saint Lô, le **14 FEV. 2011**

Le préfet de la Manche

à

Dossier suivi par : Julien Margo
Appel direct : 02.33.23.33.07
Fax direct : 02.33.23.33.35
Mél : Julien.Margo@manche.gouv.fr

Mesdames et Messieurs les maires
des communes littorales
(Voir liste ci-jointe)

Objet : Porter-à-connaissance des zones situées sous le
niveau marin.

Les tempêtes de mars 2008 puis de février 2010 (Xynthia) ont eu des conséquences importantes en termes de zones inondées et de dégâts matériels sur l'ensemble du territoire bas-normand.

Le risque d'inondation par submersion marine fait l'objet d'une attention particulière de la part des services de l'État.

A la suite de ces événements, l'Etat a entrepris d'améliorer la connaissance du risque ainsi que les dispositifs de prévention des submersions et de protection des populations et des biens.

Ainsi, les zones situées sous le niveau de la marée centennale ainsi que les zones situées 100m derrière des ouvrages de protection ou des cordons dunaires ont été cartographiées sur l'ensemble de la Basse-Normandie à partir de la méthodologie nationale et des données régionales. Ces zones, dont une grande partie figure déjà dans l'Atlas des Zones Inondables par débordements de cours d'eau, sont potentiellement soumises aux submersions marines.

Vous trouverez ci-joint la carte des zones situées sous le niveau marin centennal (ZNM) concernant votre commune, accompagnée d'une notice technique permettant son interprétation.

Selon les termes des articles L121-1 et L121-2 du code de l'urbanisme, je vous demande de bien vouloir prendre en compte les informations du présent porter-à-connaissance dans vos documents d'urbanisme (schéma de cohérence territoriale, plan local d'urbanisme ou carte communale). Une utilisation pertinente de ces cartes serait de faire en sorte que :

- dans les zones bleu marine et les bandes de 100 m, toute nouvelle construction est interdite ;
- dans les zones bleues, aucune zone non urbanisée n'est ouverte à l'urbanisation et les nouvelles constructions en zone urbanisée sont assorties de prescriptions ;
- dans les zones vertes, aucune zone de développement futur n'est planifiée.

Ces informations pourront également être intégrées dans vos documents d'information préventive et de gestion de crise (D.I.C.R.I.M., P.C.S.).

Ces cartes sont définies au titre de l'article L124-2 du code de l'environnement comme des informations relatives à l'environnement. Le droit d'accéder à ces informations est reconnu par l'article 7 de la Charte de l'Environnement qui a valeur constitutionnelle. Ainsi en application de l'article L124-1 du code de l'environnement, ces informations seront librement accessibles et téléchargeables sur le site internet de la DREAL de Basse-Normandie (www.basse-normandie.developpement-durable.gouv.fr).

Je vous rappelle qu'en application de l'article L124-3 du code de l'environnement vous êtes, au même titre que l'État, soumis à l'obligation de communiquer ces données à toute personne qui en ferait la demande.

Les services de la DDTM prendront contact avec vous prochainement afin de vous apporter un appui dans l'identification des conséquences spécifiques du porter-à-connaissance dans votre commune.

Ces rencontres seront l'occasion d'intégrer, le cas échéant, toute connaissance complémentaire historique ou scientifique à disposition. Toute donnée nouvelle est susceptible de faire évoluer la cartographie (relevés topographiques, modèles numérique de terrain plus précis, détermination des surcotes majeures...). Dans les communes pour lesquelles un Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) sera prescrit, les aléas modélisés se substitueront à cet atlas.



Jean Pierre Laflaquière

PJ :

- Carte communale des Zones sous le Niveau Marin (ZNM)
- Notice technique

Liste des mairies destinataires :

Monsieur le maire	50230	AGON-COUTAINVILLE
Madame le maire	50680	AIREL
Monsieur le maire	50480	AMFREVILLE
Monsieur le maire	50430	ANGOVILLE SUR AY
Monsieur le maire	50480	ANGOVILLE-AU-PLAIN
Monsieur le maire	50760	ANNEVILLE EN SAIRE
Madame le maire	50560	ANNEVILLE-SUR-MER
Monsieur le maire	50660	ANNOVILLE
Monsieur le maire	50500	APPEVILLE
Monsieur le maire	50170	AUCEY LA PLAINE
Monsieur le maire	50440	AUDERVILLE
Monsieur le maire	50480	AUDOUVILLE-LA-HUBERT
Monsieur le maire	50630	AUMEVILLE-LESTRE
Monsieur le maire	50500	AUVERS
Monsieur le maire	50500	AUXAIS
Monsieur le maire	50300	AVRANCHES
Monsieur le maire	50530	BACILLY
Monsieur le maire	50760	BARFLEUR
Monsieur le maire	50270	BARNEVILLE-CARTERET
Monsieur le maire	50270	BAUBIGNY
Madame le maire	50500	BAUPTÉ
Monsieur le maire	50170	BEAUVOIR
Monsieur le maire	50360	BEUZEVILLE LA BASTILLE
Monsieur le maire	50440	BIVILLE
Monsieur le maire	50560	BLAINVILLE-SUR-MER
Monsieur le maire	50480	BLOSVILLE
Monsieur le maire	50480	BOUTTEVILLE
Monsieur le maire	50290	BREHAL
Monsieur le maire	50110	BRETTEVILLE
Monsieur le maire	50430	BRETTEVILLE-SUR-AY
Monsieur le maire	50500	BREVANDS
Monsieur le maire	50290	BREVILLE-SUR-MER
Monsieur le maire	50290	BRICQUEVILLE-SUR-MER
Monsieur le maire	50480	BRUCHEVILLE
Monsieur le maire	50580	CANVILLE LA ROCQUE
Monsieur le maire	50500	CARENTAN
Monsieur le maire	50740	CAROLLES
Monsieur le maire	50480	CARQUEBUT
Monsieur le maire	50390	CATTEVILLE
Monsieur le maire	50500	CATZ
Monsieur le maire	50220	CEAUX
Monsieur le maire	50480	CHEF DU PONT
Monsieur le maire	50100	CHERBOURG
Monsieur le maire	50250	COIGNY
Monsieur le maire	50330	COSQUEVILLE
Monsieur le maire	50290	COUDEVILLE-SUR-MER
Monsieur le maire	50220	COURTILS
Madame le maire	50630	CRASVILLE

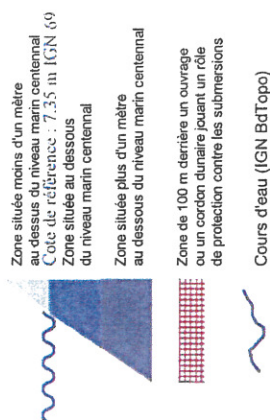
Monsieur le maire	50710	CREANCES
Monsieur le maire	50250	CRETTEVILLE
Monsieur le maire	50360	CROSVILLE SUR DOUVE
Monsieur le maire	50580	DENNEVILLE
Monsieur le maire	50110	DIGOSVILLE
Monsieur le maire	50440	DIGULLEVILLE
Monsieur le maire	50350	DONVILLE-LES-BAINS
Monsieur le maire	50250	DOVILLE
Monsieur le maire	50530	DRAGEY-RONTHON
Monsieur le maire	50220	DUCEY
Monsieur le maire	50310	ECAUSSEVILLE
Monsieur le maire	50360	ETIENVILLE
Madame le maire	50840	FERMANVILLE
Monsieur le maire	50190	FEUGERES
Monsieur le maire	50340	FLAMANVILLE
Monsieur le maire	50140	FONTENAY-SUR-MER
Madame le maire	50480	FOUCARVILLE
Madame le maire	50310	FRESVILLE
Madame le maire	50760	GATTEVILLE-LE-PHARE
Monsieur le maire	50560	GEFFOSSES
Monsieur le maire	50530	GENETS
Monsieur le maire	50250	GLATIGNY
Monsieur le maire	50390	GOLLEVILLE
Monsieur le maire	50190	GONFREVILLE
Monsieur le maire	50190	GORGES
Monsieur le maire	50330	GOUBERVILLE
Monsieur le maire	50480	GOURBESVILLE
Monsieur le maire	50560	GOUVILLE-SUR-MER
Monsieur le maire	50620	GRAIGNES-MESNIL ANGOT
Monsieur le maire	50400	GRANVILLE
Monsieur le maire	50590	HAUTEVILLE-SUR-MER
Monsieur le maire	50340	HEAUVILLE
Monsieur le maire	50200	HEUGUEVILLE-SUR-SIENNE
Madame le maire	50480	HIESVILLE
Monsieur le maire	50480	HOUESVILLE
Madame le maire	50250	HOUTTEVILLE
Monsieur le maire	50170	HUISNES-SUR-MER
Monsieur le maire	50660	HYENVILLE
Monsieur le maire	50610	JULLOUVILLE
Madame le maire	50360	LA BONNEVILLE
Monsieur le maire	50630	LA PERNELLE
Monsieur le maire	50310	LE HAM
Madame le maire	50620	LE HOMMET D'ARTHENAY
Monsieur le maire	50570	LE MESNIL VIGOT
Monsieur le maire	50170	LE MONT-SAINT-MICHEL
Madame le maire	50250	LE PLESSIS LASTELLE
Monsieur le maire	50340	LE ROZEL
Monsieur le maire	50300	LE VAL-SAINT-PERE
Madame le maire	50620	LES CHAMPS DE LOSQUE
Monsieur le maire	50360	LES MOITIERS EN BAUPTOIS

Monsieur le maire	50270	LES MOITIERS-D'ALLONNE
Monsieur le maire	50340	LES PIEUX
Monsieur le maire	50500	LES VEYS
Monsieur le maire	50430	LESSAY
Monsieur le maire	50310	LESTRE
Madame le maire	50480	LIESVILLE SUR DOUVE
Monsieur le maire	50660	LINGREVILLE
Monsieur le maire	50300	MARCEY-LES-GREVES
Monsieur le maire	50190	MARCHESIEUX
Madame le maire	50500	MEAUTIS
Monsieur le maire	50190	MILLIERES
Monsieur le maire	50660	MONTCHATON
Monsieur le maire	50760	MONTFARVILLE
Monsieur le maire	50620	MONTMARTIN EN GRAIGNES
Monsieur le maire	50590	MONTMARTIN-SUR-MER
Monsieur le maire	50630	MORSALINES
Monsieur le maire	50190	NAY
Monsieur le maire	50390	NEHOU
Monsieur le maire	50480	NEUVILLE AU PLAIN
Monsieur le maire	50330	NEVILLE-SUR-MER
Madame le maire	50440	OMONVILLE-LA-PETITE
Monsieur le maire	50440	OMONVILLE-LA-ROGUE
Monsieur le maire	50390	ORGLANDES
Monsieur le maire	50660	ORVAL
Monsieur le maire	50360	PICAUVILLE
Monsieur le maire	50770	PIROU
Monsieur le maire	50220	POILLEY
Monsieur le maire	50170	PONTORSON
Monsieur le maire	50300	PONTS
Monsieur le maire	50580	PORTBAIL
Monsieur le maire	50250	PRETOT STE SUZANNE
Monsieur le maire	50460	QUERQUEVILLE
Monsieur le maire	50630	QUETTEHOU
Monsieur le maire	50310	QUINEVILLE
Monsieur le maire	50500	RAIDS
Madame le maire	50390	RAUVILLE LA PLACE
Monsieur le maire	50480	RAVENOVILLE
Monsieur le maire	50590	REGNEVILLE-SUR-MER
Monsieur le maire	50570	REMILLY SUR LOZON
Monsieur le maire	50330	RETHOVILLE
Monsieur le maire	50760	REVILLE
Monsieur le maire	50170	SACEY
Monsieur le maire	50500	SAINT-COME-DU-MONT
Monsieur le maire	50270	SAINT-GEORGES-DE-LA-RIVIERE
Monsieur le maire	50480	SAINT-GERMAIN-DE-VARREVILLE
Monsieur le maire	50440	SAINT-GERMAIN-DES-VAUX
Monsieur le maire	50430	SAINT-GERMAIN-SUR-AY
Monsieur le maire	50500	SAINT-HILAIRE-PETITVILLE
Madame le maire	50270	SAINT-JEAN-DE-LA-RIVIERE
Monsieur le maire	50530	SAINT-JEAN-LE-THOMAS

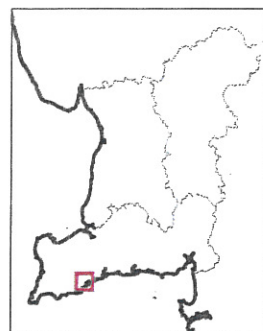
Monsieur le maire	50580	SAINT-LO-D'OURVILLE
Madame le maire	50310	SAINT-MARCOUF
Madame le maire	50480	SAINT-MARTIN-DE-VARREVILLE
Monsieur le maire	50380	SAINT-PAIR-SUR-MER
Madame le maire	50220	SAINT-QUENTIN-SUR-LE-HOMME
Madame le maire	50580	SAINT-REMY-DES-LANDES
Monsieur le maire	50550	SAINT-VAAST-LA-HOUGUE
Monsieur le maire	50480	SAINTE-MARIE-DU-MONT
Monsieur le maire	50500	SAINTENY
Monsieur le maire	50480	SEBEVILLE
Monsieur le maire	50170	SERVON
Monsieur le maire	50340	SIOUVILLE-HAGUE
Monsieur le maire	50500	ST ANDRE DE BOHON
Monsieur le maire	50620	ST FROMOND
Monsieur le maire	50500	ST GEORGES DE BOHON
Monsieur le maire	50190	ST GERMAIN SUR SEVES
Madame le maire	50620	ST JEAN DE DAYE
Monsieur le maire	50300	ST JEAN DE LA HAIZE
Monsieur le maire	50250	ST JORES
Monsieur le maire	50500	ST PELLERIN
Monsieur le maire	50390	ST SAUVEUR LE VICOMTE
Madame le maire	50390	STE COLOMBE
Monsieur le maire	50480	STE MERE EGLISE
Madame le maire	50270	SURTAINVILLE
Monsieur le maire	50250	SURVILLE
Monsieur le maire	50170	TANIS
Monsieur le maire	50110	TOURLAVILLE
Monsieur le maire	50200	TOURVILLE-SUR-SIENNE
Monsieur le maire	50340	TREAUVILLE
Monsieur le maire	50620	TRIBEHO
Monsieur le maire	50480	TURQUEVILLE
Monsieur le maire	50700	URVILLE
Madame le maire	50460	URVILLE-NACQUEVILLE
Monsieur le maire	50300	VAINS
Monsieur le maire	50250	VARENGUEBEC
Monsieur le maire	50440	VASTVILLE
Monsieur le maire	50440	VAUVILLE
Monsieur le maire	50430	VESLY
Monsieur le maire	50480	VIERVILLE
Monsieur le maire	50250	VINDEFONTAINE

Atlas régional des Zones sous le Niveau Marin

Etat de la connaissance au
19/01/2011

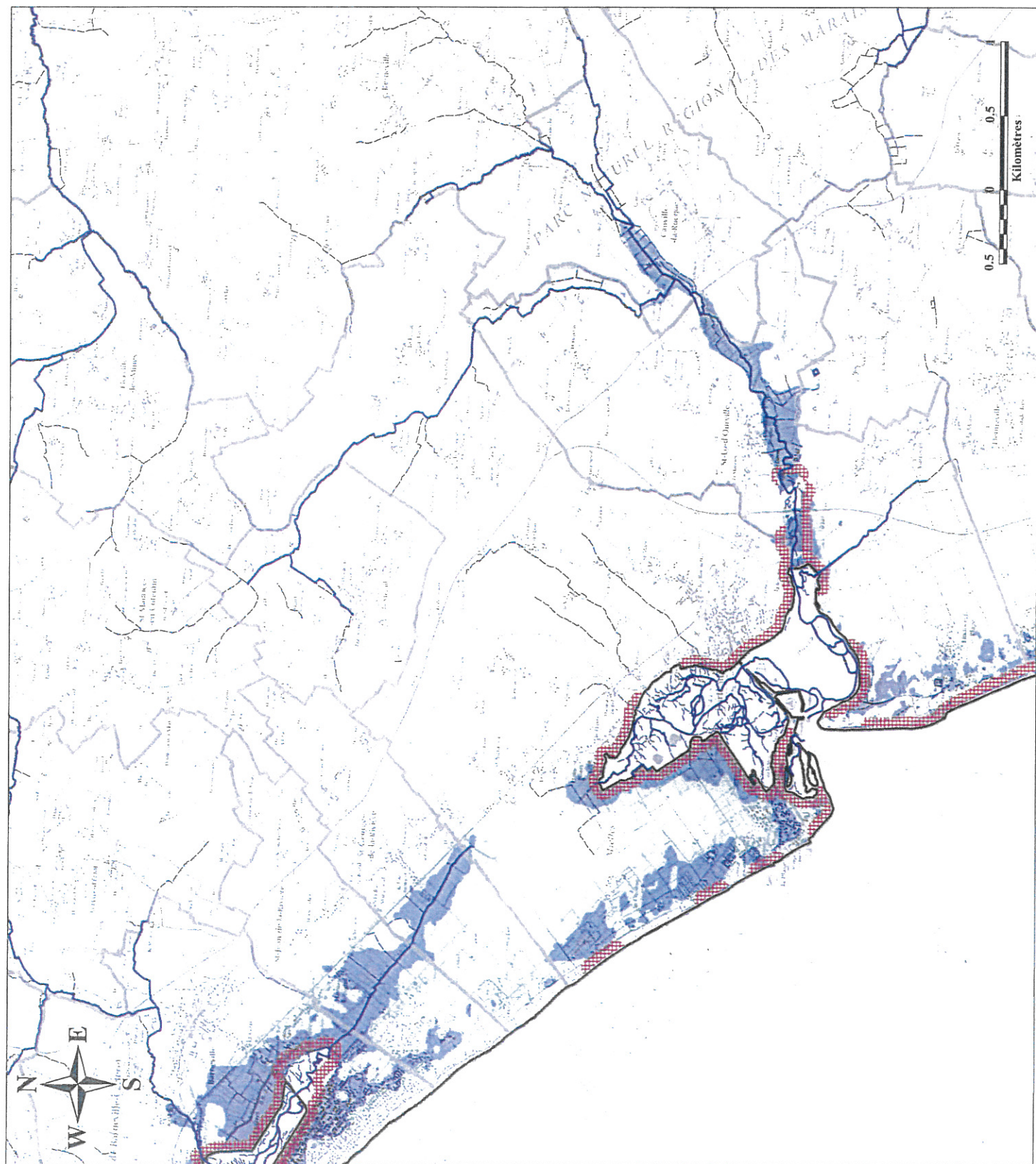


PORTBAIL
Code INSEE 50412



Il est fortement conseillé de se reporter à la notice
avant l'interprétation de cette carte

Sources :
© DREAL-BN / SRMP
© DDTM 14 et 50
© IGN - Protocole du 24/07/07



Notice technique Zones sous le Niveau Marin de Basse-Normandie

L'atlas des Zones situées sous le Niveau Marine (Z.N.M.) de Basse-Normandie cartographie l'ensemble des territoires topographiquement situés sous le niveau d'une marée de récurrence centennale ainsi que l'ensemble des territoires situés 100 m derrière un ouvrage ou un cordon dunaire jouant un rôle de protection contre les submersions.

Emprise

Région Basse-Normandie.

Maintenance

Mise à jour lorsque cela est jugé nécessaire.

Méthode d'élaboration

La référence définie par le Ministère de l'Écologie du Développement Durable, des Transports et du Logement (M.E.D.D.T.L.) pour les submersions marines est un événement de période de retour d'au moins 100 ans, c'est-à-dire qui a une chance sur cent de se produire chaque année (aléa de référence). Le pré-requis pour la cartographie des aléas de submersion marine est donc la cartographie des zones situées sous la cote de la marée de récurrence centennale définie par le Service Hydrographique et Océanographique de la Marine (S.H.O.M.). Cette cote centennale ne prend pas en compte – dans l'état actuel – certains phénomènes hydrauliques, liés à la houle notamment. Les ouvrages anthropiques, de même que les cordons dunaires naturels, ont souvent une fonction de protection contre les submersions marines. En cas de ruine de ces ouvrages, une submersion rapide et parfois mortelle est possible au droit de la brèche ou du point bas de l'ouvrage. Une zone de sécurité de 100m est ainsi définie par le Ministère de l'Écologie comme devant être prise en compte derrière chaque ouvrage de protection contre les submersion et chaque cordon dunaire afin de prendre en compte la cinétique rapide des submersions que pourrait entraîner la défaillance de la protection.

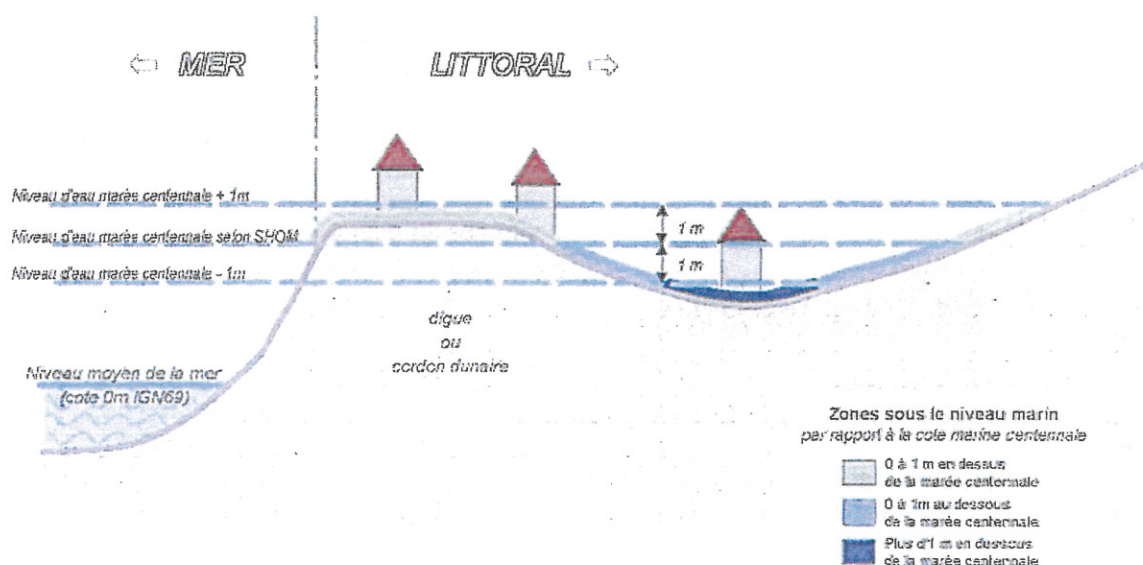
Ainsi, à partir des données du SHOM, la DREAL de Basse-Normandie a sélectionné 24 ports sur la région pour chacun desquels a été calculée la cote de marée de récurrence centennale appelée cote de référence. Un découpage de la côte bas-normande en 22 grands bassins de submersion a ensuite été réalisé. Un port de référence a ensuite été associé à chaque secteur terrestre ainsi délimité, la cote du port étant retenue comme l'aléa de référence du bassin. Cette cote est ensuite projetée sur des Modèles Numériques de Terrain (M.N.T.) – modélisation tridimensionnelle du territoire bas-normand – pour obtenir les zones situées sous le niveau marin centennal ou Zones Basses.

A partir de cette définition des Zones Basses, la méthodologie nationale prévoit la cartographie des zones potentiellement submergées par un mètre d'eau, c'est-à-dire situées plus d'un mètre en dessous de la cote de référence ainsi que les zones potentiellement submergées dans la

perspective de surélévation du niveau de la mer d'ici la fin du siècle. Ainsi figurent sur la cartographie trois classes :

- Zones Basses – 1m = territoires situés sous la cote de la marée de référence –1m (figurés en marine)
- Zones Basses = territoires situés sous la cote de la marée de référence (figurés en bleu)
- Zones Basses + 1m = territoires situés sous la cote de la marée de référence +1m (figurés en vert)

Cette connaissance générale de l'aléa de submersion est ensuite représentée sur un fond de plan - images numériques géoréférencées du territoire- SCAN 25® de l'Institut Géographique National (IGN).



Coupe transversale schématique des cartes ZNM

Pour aller un peu plus loin

Le littoral bas-normand présente un linéaire important de côtes basses ponctuées de marais maritimes dont le niveau topographique se situe sous celui des pleines mers actuelles, ce qui le rend particulièrement vulnérable face aux phénomènes de submersions marines et de mobilité du trait de côte, c'est à dire aux risques littoraux. La plupart de ces marais est protégée des impacts directs de la mer par des cordons dunaires naturels ou des ouvrages de défense contre la mer. L'occupation humaine, postérieure ou antérieure à ces ouvrages, constitue avec la sûreté de ces éléments de protection, le principal enjeu dans la gestion des risques littoraux.

La gestion des risques repose en premier lieu sur la qualification de l'aléa, c'est-à-dire de l'intensité d'un phénomène naturel prévisible et potentiellement dangereux. Pour les risques de submersion marine, il s'agit donc d'identifier les territoires qui ont été submergés par le passé ou qui pourraient l'être et d'évaluer les effets de ces submersions sur les enjeux (personnes, biens...)

L'atlas des Z.N.M. constitue la première étape dans la connaissance de l'aléa de submersion marine, il sera complété en fonction des avancées technologiques, notamment grâce à des données topographiques plus fines, des modélisations hydrauliques de rupture, une connaissance plus fine de la hauteur et de la fiabilité des ouvrages.

Bien que partielle cette connaissance des risques littoraux doit faire l'objet de préconisations spécifiques :

Les « zones basses -1m » : ces zones sont situées sous le niveau de la marée centennale -1m. Elles sont donc potentiellement submersibles par plus d'un mètre d'eau (douce ou saumâtre) en cas d'événement centennal. Les territoires cartographiés sont donc soumis à un risque fort et doivent faire l'objet d'une attention particulière aussi bien en termes de planification, d'application du droit des sols que de gestion de crise pour les enjeux existants. Dans les zones littorales, les vies humaines sont soumises à un danger.

Les « zones basses » : ces zones sont situées sous le niveau de la marée centennale. Elles seront donc potentiellement submersibles ou soumises à des contraintes hydrauliques en cas d'incursion marine – pour les zones littorales - mais également d'épisodes de crue ou de nappes affleurantes. Sur ces zones, des mesures doivent être prises en terme de planification, d'application du droit des sols ainsi que de gestion de crise pour les enjeux existants.

Les « zones basses +1m » : ces zones sont situées sous le niveau de la marée centennale +1m. Elles pourraient être soumises à des submersions d'eaux marines ou continentales à court terme lors d'événement de fréquence plus que centennale et à plus long terme – prévision à 100 ans - à des submersions plus fréquentes en raison de l'élévation du niveau de la mer. Sur ces zones des mesures doivent être prises en terme de planification et d'application du droit des sols.

Les « zone de 100m derrière un ouvrage ou un cordon dunaire » : ces zones sont situées à proximité immédiate d'un ouvrage de protection ou d'un cordon dunaire. Elles pourraient être soumises à des submersions violentes et rapides en cas de défaillance du système de protection. Dans ces zones les vies humaines sont soumises à un danger. Elles devront faire l'objet d'une attention particulière aussi bien en termes de contrôle et d'entretien des ouvrages, de planification, d'application du droit des sols que de gestion de crise pour les enjeux existants.

Référentiel(s) utilisé(s)

M.N.T. sur le département Calvados propriété du Conseil Général du Calvados ;

M.N.T. sur le département de la Manche propriété de la DREAL ;

BDTOPO ;

SCAN 25 ;

Limite(s) d'utilisation

Les trois départements bas-normands sont couverts par des M.N.T., propriété du Conseil Général du Calvados pour le département du Calvados, propriété de la DREAL pour les départements de la Manche et de l'Orne. Alors que la BD Topo® version « Pays » de l'IGN a un pas de 25 m et une précision de +/- 2,5 m, les MNT bas-normands ont un pas de 20 m et une précision inframétrique.

Le calcul des Zones sous le Niveau Marin (ZNM) est représentée comme les autres atlas de risque sur le SCAN 25® de l'IGN. L'utilisation de ce fond de plan au 1/25 000 (1cm sur la carte représente 250m sur le terrain) limite là encore l'interprétation des cartes. Les précisions planimétrique et altimétrique du support IGN sont bonnes mais ne permettent pas une lecture à la parcelle. En effet si un objet isolé est précisément positionné, le bâti est souvent décalé pour que des objets prioritaires (les infrastructures par exemple) soient mieux représentés.

La précision de la cartographie et du positionnement des ouvrages et cordons dunaires jouant un rôle de protection contre les submersions, bien que fiable, varie également selon les départements et la connaissance de ces ouvrages.

L'atlas Z.N.M. s'appuie sur les données disponibles les plus précises au moment de son élaboration (MNT, SCAN 25®, cartographie des protections littorales). Néanmoins ces données présentent des limites de précision comme d'interprétation. Ainsi la représentation de ces cartographies ne permet pas d'appréhender le risque à l'échelle de la parcelle. L'échelle de lecture de ces cartes est donc le 1/25 000 (soit 1 cm = 250 m).

Contraintes légales

Les données relatives aux M.N.T, à la BD TOPO® (RGE), au SCAN 25® de l'IGN, aux données ouvrages des Directions Départementales des Territoires et de la Mer du Calvados (D.D.T.M. 14) et de la Manche (D.D.T.M. 50), ainsi que les Statistiques des niveaux marins extrêmes de pleine mer manche atlantique du S.H.O.M. font l'objet de droit de propriété intellectuelle voire de droit moraux.

Que faire si la cartographie vous semble peu cohérentes par rapport à vos connaissances de terrain

Comme indiqué précédemment la cartographie des Z.N.M. dépend de données relativement précises mais peut ponctuellement présenter une incertitude. De même que pour les différents atlas produits par la D.R.E.A.L., l'atlas Z.N.M. est perfectible et a vocation à évoluer en fonction de l'amélioration des connaissances scientifiques (M.N.T. plus précis, relevés topographiques...) et historiques (Plus Hautes Eaux Connues). Dans les secteurs qui bénéficieront d'un Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPR Littoraux), les aléas modélisés se substitueront à l'atlas ZNM.

Cet atlas fournit donc une information non exhaustive mais en constante amélioration.



PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Saint-Lô, le 18/02/2011

Service aménagement durable des territoires

Unité application du droit des sols

PRINCIPES D'APPLICATION DE L'ARTICLE R 111-2 DU CODE DE L'URBANISME DANS LES COMMUNES SOUMISES AU RISQUE DE SUBMERSION MARINE

Article R111.2 : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Les autorisations d'urbanisme sont instruites suivant les données fournies par l'atlas des Zones situées sous le Niveau Marin de Basse Normandie. L'application de l'article R 111-2 concerne toutes les autorisations d'urbanisme, depuis la simple demande de renseignement d'urbanisme, jusqu'au permis (de construire et d'aménager).

Cet article, d'ordre public, s'impose aux documents d'urbanisme en vigueur, quels que soient la nature de la zone et de son règlement.

1) Rappel des différentes zones (cf note technique DREAL du 9/02/11)

Les « zones basses +1m » (zones identifiées en vert) : ces zones sont situées sous le niveau de la marée centennale +1m. Elles pourraient être soumises à des submersions d'eaux marines ou continentales à court terme lors d'événement de fréquence plus que centennale et à plus long terme – prévision à 100 ans - à des submersions plus fréquentes en raison de l'élévation du niveau de la mer. Sur ces zones des mesures doivent être prises en terme de planification et d'application du droit des sols.

Les « zones basses » (zones identifiées en bleu) : ces zones sont situées sous le niveau de la marée centennale. Elles seront donc potentiellement submersibles ou soumises à des contraintes hydrauliques en cas d'incursion marine – pour les zones littorales - mais également d'épisodes de crue ou de nappes affleurantes. Sur ces zones, des mesures doivent être prises en terme de planification, d'application du droit des sols ainsi que de gestion de crise pour les enjeux existants.

Les « zones basses -1m » (zones identifiées en bleu marine) : ces zones sont situées sous le niveau de la marée centennale -1m. Elles sont donc potentiellement submersibles par plus d'un mètre d'eau (douce ou saumâtre) en cas d'événement centennal. Les territoires cartographiés sont donc soumis à un risque fort et doivent faire l'objet d'une attention particulière aussi bien en termes de planification, d'application du droit des sols que de gestion de crise pour les enjeux existants. Dans les zones littorales, les vies humaines sont soumises à un danger.

Les « zone de 100m derrière un ouvrage ou un cordon dunaire » (zones hachurées en rouge) : ces zones sont situées à proximité immédiate d'un ouvrage de protection ou d'un cordon dunaire. Elles pourraient être soumises à des submersions violentes et rapides en cas de défaillance du système de protection. Dans ces zones les vies humaines sont soumises à un danger. Elles devront faire l'objet d'une attention particulière aussi bien en termes de contrôle et d'entretien des ouvrages, de planification, d'application du droit des sols que de gestion de crise pour les enjeux existants.

2) Application de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme aux autorisations d'urbanisme – Principes généraux

Les « zones basses +1m » (zones identifiées en vert) : toutes les constructions et aménagements sont autorisés. Une simple fiche type de recommandations est jointe aux autorisations délivrées dans cette zone pour information.

Les « zones basses » (zones identifiées en bleu)

Dans les espaces significativement urbanisés (villages, agglomérations) les constructions nouvelles pourront être autorisées à condition que soit prévu un niveau de refuge et qu'aucun sous-sol ne soit réalisé.

Dans les espaces peu ou pas urbanisés (projet gagnant un espace naturel (1), situé dans un lieu-dit, un hameau) les constructions nouvelles sont interdites. L'évolution de l'existant est autorisée à condition que les constructions disposent d'un niveau de refuge et qu'aucun sous-sol ne soit réalisé.

Les « zones basses -1m » (zones identifiées en bleu marine)

Dans tous les secteurs, les constructions nouvelles sont interdites.

Dans les espaces urbanisés, les extensions de l'existant sont autorisées à condition que soit prévu un niveau de refuge et qu'aucun sous-sol ne soit réalisé.

Dans les espaces non urbanisés les extensions d'habitation pourront être autorisées sans augmentation d'emprise au sol, dans les autres cas, elles sont interdites

Les « zone de 100m derrière un ouvrage ou un cordon dunaire » (zones hachurées en rouge)

Dans cette zone les constructions (nouvelles et extensions) et les aménagements sont interdits.

3) Planification – dispositions à prendre dans le cadre de l'élaboration d'un PLU

Zones basses + 1m :

- Inciter à un développement hors des zones à risques
- S'opposer à toute ouverture à l'urbanisation dans les communes où un PPR est prescrit

Zones basses :

- Pas d'ouverture à l'urbanisation dans les zones naturelles¹.
- Constructions possibles en zones urbanisées sous conditions

Zones basses - 1m et zones de 100 m derrière un ouvrage de protection ou un cordon dunaire

- Le règlement devra interdire toutes constructions dans cette zone à l'exception des services publics (sans présence humaine) et des travaux liés à la sécurisation de la zone ou à la réduction de vulnérabilité des constructions présentes.

1 Zone naturelle = zone non aménagée, un lotissement viabilisé n'est plus une zone naturelle même s'il n'y a pas encore de constructions. Une zone 1AU non aménagée et sans autorisation délivrée est une zone naturelle.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service aménagement durable des territoires

Unité application du droit des sols

INFORMATION AUX BENEFICIAIRES D'AUTORISATIONS D'URBANISME SUR LE RISQUE DE SUBMERSION MARINE

Votre projet est situé dans un secteur soumis à un risque de submersion marine identifié dans les cartographies établies par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement de Basse Normandie consultables à l'adresse suivante :

http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr/8/risques_littoraux.map

La zone bleue marine correspond aux secteurs situés sous le niveau de la mer - 1 m. Ces zones sont potentiellement submersibles par plus d'un mètre d'eau et présentent un danger pour la vie humaine, il est par conséquent nécessaire de s'assurer que toutes les dispositions utiles seront prises pour limiter le risque pour les personnes.

Dans ce secteur les constructions doivent respecter les prescriptions suivantes :

- Mettre en place une zone refuge (étage, combles, surélévation) avec accès secours (châssis de toit, balcon...)
- Les sous-sols sont interdits
- les remblais sont interdits
- Les batardeaux sont interdits (danger pour les vies)
- Les clôtures pleines (murs, murets ...) sont interdites
- Placer les stockages de fuel et de gaz hors d'eau (cote de référence)
- Les constructions légères qui pourraient constituer des embâcles sont interdites
- Matérialiser les emprises des piscines, bassins enterrés et regards existants
- Étanchéité avec contrôle post mise en oeuvre et système de sécurité en cas d'ennoiement des réseaux enterrés.

Recommandations

Les recommandations suivantes sont portées à la connaissance du bénéficiaire de la présente autorisation :

- Occulter les voies d'eau : plancher bas, périphérie du bâtiments (passages de canalisation et câbles, fissures...)
- Occulter les entrées d'air en cas d'alerte
- Installer des clapets anti-retour sur les réseaux d'eaux usées
- Surélever les équipements (chaudières, compteurs EDF...)
- Utiliser des revêtements muraux et de sol peu sensibles (carrelages...)
- Réaliser des réseaux électriques descendants
- Mettre en place des enduits extérieurs fortement capillaires, des cloisons maçonnées enduites, et prévoir des doublages sur ossature.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service aménagement durable des territoires

Unité application du droit des sols

INFORMATION AUX BENEFICIAIRES D'AUTORISATIONS D'URBANISME SUR LE RISQUE DE SUBMERSION MARINE

Votre projet est situé dans un secteur soumis à un risque de submersion marine identifié dans les cartographies établies par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement de Basse Normandie consultables à l'adresse suivante :

http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr/8/risques_littoraux.map

La zone bleue correspond aux secteurs situés sous le niveau de la marée centennale, potentiellement submersibles lors d'une marée de référence ou en cas d'épisode de crues. Dans ce secteur les constructions doivent respecter les prescriptions suivantes :

- Mettre en place une zone refuge (étage, combles, surélévation) avec accès secours (châssis de toit, balcon...)
- Les sous-sols sont interdits
- les remblais sont interdits
- Les clôtures pleines (murs, murets ...) sont interdites
- Placer les stockages de fuel et de gaz hors d'eau (cote de référence)
- Les constructions légères qui pourraient constituer des embâcles sont interdites
- Matérialiser les emprises des piscines, bassins enterrés et regards existants
- Pour les bâtiments stratégiques et les établissements sensibles, prévoir des plans internes de gestion de crise, afficher les consignes de sécurité et garantir l'alimentation en fluides et énergie.
- Étanchéité avec contrôle post mise en oeuvre et système de sécurité en cas d'ennoiement des réseaux enterrés.

Recommandations

Les recommandations suivantes sont portées à la connaissance du bénéficiaire de la présente autorisation :

- Mettre en place des barrières anti-inondations pour les ouvertures (batardeaux)
- Occulter les voies d'eau : plancher bas, périphérie du bâtiments (passages de canalisation et câbles, fissures...)
- Occulter les entrées d'air en cas d'alerte
- Installer des clapets anti-retour sur les réseaux d'eau usées
- Surélever les équipements (chaudières, compteurs EDF...)
- Prévoir un anneau d'amarrage pour embarcation de secours à 1m de la cote centennale
- Utiliser des revêtements muraux et de sol peu sensibles (carrelages...)

circulaire du 07/04/2010 « mesures à prendre suite à la tempête Xynthia du 28 février 2010 » : Précise les conditions de constructibilité dans les zones exposées aux risques littoraux. Demande aux Préfets de s'opposer à la délivrance d'autorisations d'urbanisme dans les zones à risque fort et notamment dans les bandes de sécurité situées derrière les ouvrages de protection sur la base des dispositions de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme.

circulaire du 22/07/2010 « application de la circulaire relative aux mesures à prendre suite à la tempête Xynthia du 28 février 2010 » : Donne des précisions sur les conditions de constructibilité dans les zones exposées aux risques littoraux

circulaire du 01/12/2010 « suite de la tempête Xynthia, mise en oeuvre de la circulaire du 7 avril 2010 » : nécessite de motiver par des éléments de fait l'utilisation de l'article R111-2





Qualification de la zone	Nature de construction	Espaces peu ou pas urbanisés			Nature de construction	Espaces urbanisés		
		Interdiction	Prescription	Recommandations techniques permis et CU		Interdiction	Prescription	Recommandations techniques permis et CU
PPR PRESCRIT	Agricole			X	Habitation - lotissements			X
	Habitation exploitant			X	Bâtiments stratégiques et établissements sensibles			X
	Hameaux : extensions d'hab. et construction d'annexes Changement de destination hab. Nouvelles hab. Dans creuses Reconstruction après sinistre			X	Zones d'activités			X
	Construction d'utilité publique			X	Construction d'utilité publique			X
ZONE BLEUE 100 m de distance de la mer	Agricole Nouveau siège d'exploitation	X			Habitation (création, extensions y compris dans les périmètres de lotissements autorisés)		X	X
	Création bâtiments stockage, extension de bâtiments d'élevage, mise aux normes			X	Bâtiments stratégiques et établissements sensibles : - création - extension - extension, si PPR prescrit	X	X	X
	Habitation exploitant (création ou changement de destination)	X			ERP (autres) - création et extension admis avec niveau de refuge existant ou prévu - si niveau de refuge non prévu	X	X	X
	Extension d'habitation - avec niveau de refuge existant ou prévu - sans niveau de refuge existant ou prévu - sous-sol prévu	X X	X	X			X	X
	Zones d'activités - travaux d'aménagement en cours ou achevés - création	X	X	X	Zones d'activités - travaux d'aménagement en cours ou achevés - création en dent creuse, dans l'espace urbanisé		X X	X X
	Construction d'annexes non destinées à l'hébergement			X	Construction d'annexes non destinées à l'hébergement			X
	Changement de destination, nouvelle habitation (y compris en dent creuse)	X			Changement de destination, nouvelle habitation en dent creuse avec niveau de refuge et sans sous-sol		X	X
	Reconstruction après sinistre** - avec niveau de refuge et sans sous-sol - sans niveau de refuge et/ou sous-sol	X	X	X	Reconstruction après sinistre** - avec niveau de refuge et sans sous-sol - sans niveau de refuge et/ou sous-sol	X	X	X
	Construction d'utilité publique			X	Construction d'utilité publique			X
	Agricole* Création, extension, mise aux normes	X			Habitation* - Création (y compris dans périmètre lotissement autorisé) - Extension d'une habitation avec niveau de refuge existant ou prévu - Annexe non destinée à l'hébergement (10 m² max)	X	X	X X
ZONE BLEUE 100 m de distance de la mer	Habitation exploitant*	X			Lotissement* Extension d'un lotissement ou création	X		
	Extension d'habitation - avec augmentation de l'emprise au sol - avec surélévation uniquement de l'habitation existante	X		X	Bâtiments stratégiques et établissements sensibles : extension et création	X		

Qualification de la zone	Nature de construction	Espaces peu ou pas urbanisés			Nature de construction	Espaces urbanisés		
		Interdiction	Prescription	Recommandations techniques permis et CU		Interdiction	Prescription	Recommandations techniques permis et CU
ZONE MARNE Plus d'1 m en dessous de la marée centennale	Construction d'annexes non destinées à l'hébergement : - inférieures à 10 m² - supérieures à 10 m²	X		X	ERP(aulres)* - extension admise si niveau de refuge existant ou prévu - si PPR prescrit ou création	X	X	X
	Changement de destination, n/le habitation en dent creuse y compris si niveau de refuge et absence de sous-sol	X			Changement de destination, n/le habitation en dent creuse, y compris si niveau de refuge et absence de sous-sol	X		
	Reconstruction après sinistre ** - avec niveau de refuge et sans sous-sol - sans niveau de refuge et/ou sous-sol	X	X	X	Reconstruction après sinistre ** - avec niveau de refuge et sans sous-sol - sans niveau de refuge et/ou sous-sol	X	X	
	Construction d'utilité publique		X	X	Construction d'utilité publique		X	X
	Zones d'activités - travaux d'aménagement en cours ou achevés - création	X X			Zones d'activités - travaux d'aménagement en cours ou achevés - création en dent creuse, dans l'espace urbanisé	X X		
	* sont admis les travaux de mise en sécurité de l'existant sans changement de destination ** sous réserve que la cause du sinistre ne soit pas liée au risque de submersion, pour bénéficier des droits ouverts par cette disposition, la reconstruction doit être faite à l'identique du bien sinistré démol (art. L111-3 du CU)							
ZONE 100m derrière une protection	Agricole* Création, extension, mise aux normes	X			Habitation* - Création (y compris dans périmètre lotissement autorisé) - Extension d'une habitation avec niveau de refuge existant ou prévu - Annexe non destinée à l'hébergement (10 m² max)	X X X		
	Habitation exploitant*	X			Lotissement* Extension d'un lotissement ou création	X		
	Extension d'habitation - avec augmentation de l'emprise au sol - avec surélévation uniquement de l'habitation existante	X X			Bâtiments stratégiques et établissements sensibles : extension et création	X		
	Construction d'annexes non destinées à l'hébergement : - inférieures à 10 m² - supérieures à 10 m²	X X			ERP(aulres)* - extension admise si niveau de refuge existant ou prévu - si PPR prescrit ou création	X X		
	Changement de destination, n/le habitation en dent creuse y compris si niveau de refuge et absence de sous-sol	X			Changement de destination, n/le habitation en dent creuse, y compris si niveau de refuge et absence de sous-sol	X		
	Reconstruction après sinistre ** - avec niveau de refuge et sans sous-sol - sans niveau de refuge et/ou sous-sol	X X			Reconstruction après sinistre ** - avec niveau de refuge et sans sous-sol - sans niveau de refuge et/ou sous-sol	X X		
	Construction d'utilité publique non implantable en dehors de la zone		X		Construction d'utilité publique non implantable en dehors de la zone		X	
	Zones d'activités - travaux d'aménagement en cours ou achevés - création	X X			Zones d'activités - travaux d'aménagement en cours ou achevés - création en dent creuse, dans l'espace urbanisé	X X		
	* sont admis les travaux de mise en sécurité de l'existant sans changement de destination ** sous réserve que la cause du sinistre ne soit pas liée au risque de submersion, pour bénéficier des droits ouverts par cette disposition, la reconstruction doit être faite à l'identique du bien sinistré démol (art. L111-3 du CU)							




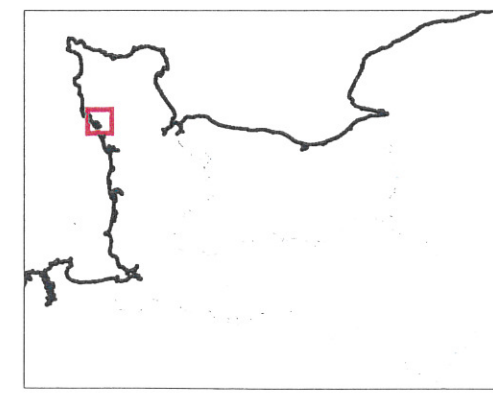
Atlas régional des Zones sous le Niveau Marin

Etat de la connaissance au 19/01/2011

-  Zone située moins d'un mètre au dessus du niveau marin centennial
Cote de référence : 7.35 m IGN 69
-  Zone située au dessous du niveau marin centennial
-  Zone de 100 m derrière un ouvrage ou un cordon dunaire jouant un rôle de protection contre les submersions
-  Cours d'eau (IGN BdTopo)

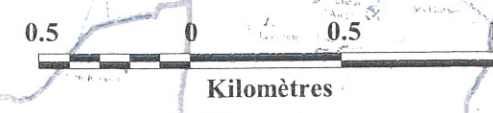
PORTBAIL
Code INSEE 50412

 Limite de commune

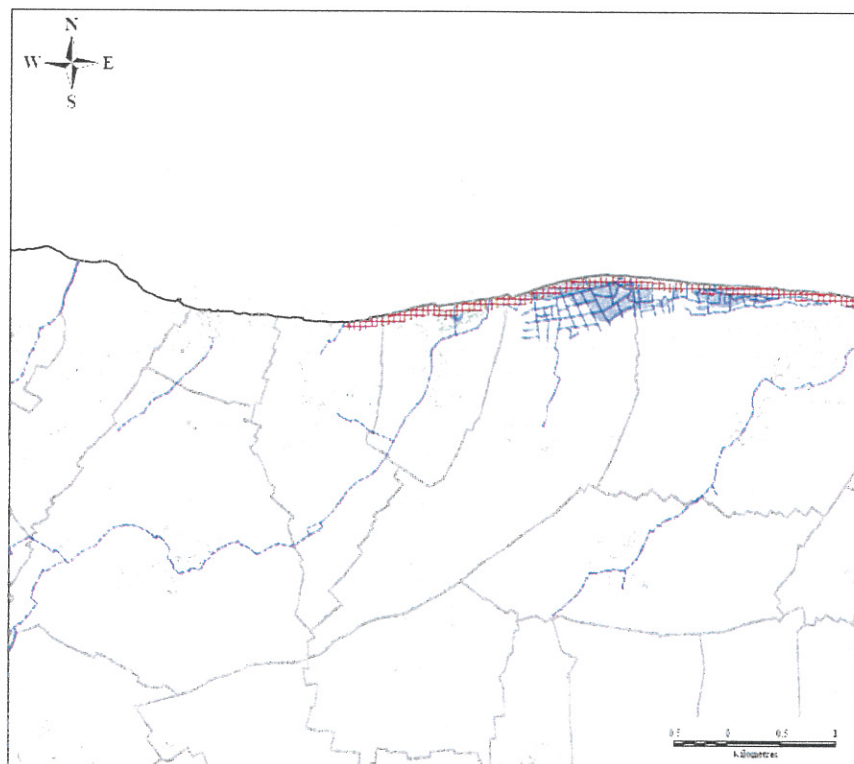


Il est fortement conseillé de se reporter à la notice avant l'interprétation de cette carte

Sources :
© DREAL-BN / SRMP
© DDTM 14 et 50
© IGN - Protocole du 24/07/07

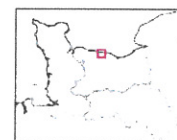


Notice d'utilisation des cartes communales Zones sous le Niveau Marin



ASNELLES
Code INSEE 14022

Unité de commune



Il est fortement conseillé de se référer à la notice
d'interprétation de cette carte.

Données :
© IGN, 2011
© IGN, 2011

Feuille 1 sur 1

Résumé

Zones sous le Niveau Marin de Basse-Normandie.

L'atlas des Zones situées sous le Niveau Marine (Z.N.M.) de Basse-Normandie cartographie l'ensemble des territoires topographiquement situés sous le niveau d'une marée de récurrence centennale ainsi que l'ensemble des territoires situés 100 m derrière un ouvrage ou un cordon dunaire jouant un rôle de protection contre les submersions.

Emprise

Région Basse-Normandie.

Maintenance

Mise à jour lorsque cela est jugé nécessaire.

Méthode d'élaboration

La référence définie par le Ministère de l'Ecologie du Développement Durable, des Transports et du Logement (M.E.D.D.T.L.) pour les submersions marines est un événement de période de retour d'au moins 100 ans, c'est-à-dire qui a une chance sur cent de se produire chaque année (aléa de référence). Le pré-requis pour la cartographie des aléas de submersion marine est donc la cartographie des zones situées sous la cote de la marée de récurrence centennale définie par le Service Hydrographique et Océanographique de la Marine (S.H.O.M.). Cette cote centennale ne prend pas en compte – dans l'état actuel – certains phénomènes hydrauliques, liés à la houle notamment. Les ouvrages anthropiques, de même que les cordons dunaires naturels, ont

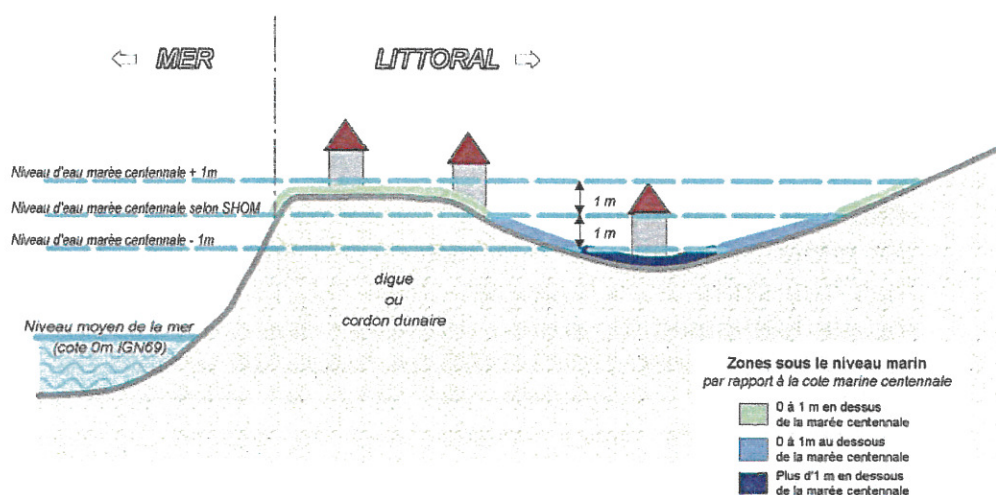
souvent une fonction de protection contre les submersions marines. En cas de ruine de ces ouvrages, une submersion rapide et parfois mortelle est possible au droit de la brèche ou du point bas de l'ouvrage. Une zone de sécurité de 100m est ainsi définie par le Ministère de l'Ecologie comme devant être prise en compte derrière chaque ouvrage de protection contre les submersion et chaque cordon dunaire afin de prendre en compte la cinétique rapide des submersions que pourrait entraîner la défaillance de la protection.

Ainsi, à partir des données du SHOM, la DREAL de Basse-Normandie a sélectionné 24 ports sur la région pour chacun desquels a été calculée la cote de marée de récurrence centennale appelée cote de référence. Un découpage de la côte bas-normande en 22 grands bassins de submersion a ensuite été réalisé. Un port de référence a ensuite été associé à chaque secteur terrestre ainsi délimité, la cote du port étant retenue comme l'aléa de référence du bassin. Cette cote est ensuite projetée sur des Modèles Numériques de Terrain (M.N.T.) – modélisation tridimensionnelle du territoire bas-normand – pour obtenir les zones situées sous le niveau marin centennal ou Zones Basses.

A partir de cette définition des Zones Basses, la méthodologie nationale prévoit la cartographie des zones potentiellement submergées par un mètre d'eau, c'est-à-dire situées plus d'un mètre en dessous de la cote de référence ainsi que les zones potentiellement submergées dans la perspective de surélévation du niveau de la mer d'ici la fin du siècle. Ainsi figurent sur la cartographie trois classes :

- Zones Basses – 1m = territoires situés sous la cote de la marée de référence –1m (figurés en marine)
- Zones Basses = territoires situés sous la cote de la marée de référence (figurés en bleu)
- Zones Basses + 1m = territoires situés sous la cote de la marée de référence +1m (figurés en vert)

Cette connaissance générale de l'aléa de submersion est ensuite représentée sur un fond de plan - images numériques géoréférencées du territoire- SCAN 25® de l'Institut Géographique National (IGN).



Coupe transversale schématisée des cartes ZNM

Pour aller un peu plus loin

Le littoral bas-normand présente un linéaire important de côtes basses ponctuées de marais maritimes dont le niveau topographique se situe sous celui des pleines mers actuelles, ce qui le rend particulièrement vulnérable face aux phénomènes de submersions marines et de mobilité du trait de côte, c'est à dire aux risques littoraux. La plupart de ces marais est protégée des impacts directs de la mer par des cordons dunaires naturels ou des ouvrages de défense contre la mer. L'occupation humaine, postérieure ou antérieure à ces ouvrages, constitue avec la sûreté de ces éléments de protection, le principal enjeu dans la gestion des risques littoraux.

La gestion des risques repose en premier lieu sur la qualification de l'aléa, c'est-à-dire de l'intensité d'un phénomène naturel prévisible et potentiellement dangereux. Pour les risques de submersion marine, il s'agit donc d'identifier les territoires qui ont été submergés par le passé ou qui pourraient l'être et d'évaluer les effets de ces submersions sur les enjeux (personnes, biens...)

L'atlas des Z.N.M. constitue la première étape dans la connaissance de l'aléa de submersion marine, il sera complété en fonction des avancées technologiques, notamment grâce à des données topographiques plus fines, des modélisations hydrauliques de rupture, une connaissance plus fine de la hauteur et de la fiabilité des ouvrages.

Bien que partielle cette connaissance des risques littoraux doit faire l'objet de préconisations spécifiques :

Les « zones basses -1m » : ces zones sont situées sous le niveau de la marée centennale -1m. Elles sont donc potentiellement submersibles par plus d'un mètre d'eau (douce ou saumâtre) en cas d'événement centennal. Les territoires cartographiés sont donc soumis à un risque fort et doivent faire l'objet d'une attention particulière aussi bien en termes de planification, d'application du droit des sols que de gestion de crise pour les enjeux existants. Dans les zones littorales, les vies humaines sont soumises à un danger.

Les « zones basses » : ces zones sont situées sous le niveau de la marée centennale. Elles seront donc potentiellement submersibles ou soumises à des contraintes hydrauliques en cas d'incursion marine – pour les zones littorales – mais également d'épisodes de crue ou de nappes affleurantes. Sur ces zones, des mesures doivent être prises en terme de planification, d'application du droit des sols ainsi que de gestion de crise pour les enjeux existants.

Les « zones basses +1m » : ces zones sont situées sous le niveau de la marée centennale +1m. Elles pourraient être soumises à des submersions d'eaux marines ou continentales à court terme lors d'événement de fréquence plus que centennale et à plus long terme – prévision à 100 ans – à des submersions plus fréquentes en raison de l'élévation du niveau de la mer. Sur ces zones des mesures doivent être prises en terme de planification et d'application du droit des sols.

Les « zone de 100m derrière un ouvrage ou un cordon dunaire » : ces zones sont situées à proximité immédiate d'un ouvrage de protection ou d'un cordon dunaire. Elles pourraient être soumises à des submersions violentes et rapides

en cas de défaillance du système de protection. Dans ces zones les vies humaines sont soumises à un danger. Elles devront faire l'objet d'une attention particulière aussi bien en termes de contrôle et d'entretien des ouvrages, de planification, d'application du droit des sols que de gestion de crise pour les enjeux existants.

Référentiel(s) utilisé(s)

- M.N.T. sur le département Calvados propriété du Conseil Général du Calvados ;
- M.N.T. sur le département de la Manche propriété de la DREAL ;
- BDTOPO
- SCAN 25 ;

Limite(s) d'utilisation

Les trois départements bas-normands sont couverts par des M.N.T., propriété du Conseil Général du Calvados pour le département du Calvados, propriété de la DREAL pour les départements de la Manche et de l'Orne. Alors que la BD Topo® version « Pays » de l'IGN a un pas de 25 m et une précision de +/- 2,5 m, les MNT bas-normands ont un pas de 20 m et une précision inframétrique.

Le calcul des Zones sous le Niveau Marin (ZNM) est représentée comme les autres atlas de risque sur le SCAN 25® de l'IGN. L'utilisation de ce fond de plan au 1/25 000 (1cm sur la carte représente 250m sur le terrain) limite là encore l'interprétation des cartes. Les précisions planimétrique et altimétrique du support IGN sont bonnes mais ne permettent pas une lecture à la parcelle. En effet si un objet isolé est précisément positionné, le bâti est souvent décalé pour que des objets prioritaires (les infrastructures par exemple) soient mieux représentés.

La précision de la cartographie et du positionnement des ouvrages et cordons dunaires jouant un rôle de protection contre les submersions, bien que fiable, varie également selon les départements et la connaissance de ces ouvrages.

L'atlas Z.N.M. s'appuie sur les données disponibles les plus précises au moment de son élaboration (MNT, SCAN 25®, cartographie des protections littorales). Néanmoins ces données présentent des limites de précision comme d'interprétation. Ainsi la représentation de ces cartographies ne permet pas d'appréhender le risque à l'échelle de la parcelle. L'échelle de lecture de ces cartes est donc le 1/25 000 (soit 1 cm = 250 m).

Contraintes légales

Les données relatives aux M.N.T, à la BD TOPO® (RGE), au SCAN 25® de l'IGN, aux données ouvrages des Directions Départementales des Territoires et de la Mer du Calvados (D.D.T.M. 14) et de la Manche (D.D.T.M. 50), ainsi que les Statistiques des niveaux marins extrêmes de pleine mer manche atlantique du S.H.O.M. font l'objet de droit de propriété intellectuelle voire de droit moraux.

Que faire si la cartographie vous semble peu cohérentes par rapport à vos connaissances de terrain

Comme indiqué précédemment la cartographie des Z.N.M. dépend de données relativement précises mais peut ponctuellement présenter une incertitude. De même que pour les différents atlas produits par la D.R.E.A.L., l'atlas Z.N.M. est perfectible et a vocation à évoluer en fonction de l'amélioration des connaissances scientifiques (M.N.T. plus précis, relevés topographiques...) et historiques (Plus Hautes Eaux Connues). Dans les secteurs qui bénéficieront d'un Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPR Littoraux), les aléas modélisés se substitueront à l'atlas ZNM.

Cet atlas fournit donc une information non exhaustive mais en constante amélioration.

Contact :

Mathieu Morel – Chargé de mission prévention des risques naturels majeurs
DREAL Basse-Normandie
Service des Risques Technologiques et Naturels
Division Risques Naturels et Sous-Sol
10 Bd du Général Vanier - BP 60040 - 14006 CAEN Cedex

